

ILS SONT EN GRÈVE DEPUIS QUELQUES JOURS

L'inflation dans les prix du fourrage met en péril les producteurs de lait cru

En grève depuis quelques jours, les éleveurs et producteurs de lait, dans plusieurs wilayas, pointent du doigt l'instabilité des prix du fourrage et l'indexation du prix du litre de lait cru aux coûts de l'aliment de bétail et du fourrage. Et cette grève met à nu la fragilité de la filière.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - La filiale lait en Algérie connaît une instabilité chronique. Ces derniers jours, c'était au tour des premiers intervenants de la chaîne à savoir les producteurs, de monter au créneau. Ces derniers, dans plusieurs wilayas, ont carrément décidé d'arrêter l'approvisionnement des autres maillons de la chaîne (transformateurs, collecteurs...) en lait cru pour cause de non-rentabilité.

En effet, le prix de revient d'un litre de lait cru dépasse largement le prix proposé à l'achat par les collecteurs ou sur les étals (45 DA). A titre d'exemple, selon les responsables de l'association des éleveurs de bovins de Béjaïa, la flambée des prix des aliments de bétail

a été telle que les agriculteurs travaillent pratiquement à perte. Selon le président du Conseil interprofessionnel du lait (CIL), les prix des aliments de bétail ont connu une augmentation substantielle, ces derniers temps.

«Le prix de la botte de paille a augmenté de 300%, alors que celui du fourrage a connu une augmentation de 100%. Les aliments concentrés enregistrent une hausse de 25%», selon Mohamed Benchechor.

Dans une déclaration au *Soir d'Algérie*, le président du CIL a même souligné que les facteurs ayant poussé à la grève les producteurs de lait cru existaient depuis longtemps. «Les problèmes ont été posés sans qu'ils soient réglés. L'instabilité de la production fourra-



La filière lait vit des problèmes chroniques.

gère en raison des conséquences des deux dernières faibles campagnes agricoles est à l'origine de cette situation», selon M. Benchechor qui relève une autre situation paradoxale.

En effet, notre interlocuteur estime que le prix proposé à la vente (45 DA) dépasse paradoxalement

celui du sachet de lait (25 DA) fabriqué avec la poudre de lait importée. «En sus de la non-rentabilité des prix par rapport au facteur de production ou de matière première, les producteurs de lait cru font face à une sorte de concurrence déloyale par rapport au lait en sachet» soutient le président du CIL. Quelle

est la solution ? Pour les spécialistes en la matière, l'action doit être menée maintenant sur la production fourragère. Afin d'y arriver, l'intensification des productions fourragères (maïs, soja...), pour pouvoir alimenter correctement le cheptel, est l'une des solutions envisagées.

Il est utile de rappeler qu'en dépit des problèmes au demeurant chroniques dans lesquels vit la filière lait en Algérie, son développement s'inscrit, en théorie, dans le cadre de la politique agricole, dont l'objectif est de mettre en place une filière laitière intégrée et rassemblant les différents acteurs intervenant en amont ou en aval de cette filière (producteurs, collecteurs, transformateurs, structures techniques, office interprofessionnel et fournisseurs des intrants).

Cette politique intégrée vise non seulement à réduire les importations de poudre de lait, mais essentiellement à améliorer la production et la création d'emplois.

S. B.

TRANSFORMATION ET EXPORTATION DES DATTES

Une unité industrielle algéro-italienne lancée à Biskra

L'Algérie se lance dans la valorisation industrielle des dattes et des déchets dattiers, un marché dominé jusque-là par l'Iran et la Chine. Le ministre du Commerce, Amara Benyounès, ambitionne un meilleur positionnement des exportateurs algériens de dattes sur le marché mondial.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La production de sucre de datte liquide, de miel et de jus à base de datte, de la confiture de datte, voire de vinaigre de table, alcool médical et farine de datte est lancée en Algérie.

Une unité de transformation des dattes et production de dérivés dattiers sera opérationnelle d'ici six mois dans le cadre d'un partenariat entre la société algérienne Sarl Ametna et la société italienne Sovimp Srl. Implantée dans la zone industrielle de Biskra, sur une superficie globale de 5 000 m², cette unité disposera d'un effectif de 54 employés en première phase.

Une usine qui devra produire 600 kg /heure de dattes, soit 3 000 tonnes de dattes par an, avec une capacité de production annuelle de 1 700 tonnes de sucre liquide. D'autres dérivés de la datte (vinaigre de table, alcool médical et farine de datte), voire du yaourt devront être produits dans une deuxième phase, indiquera le gérant de la société algérienne, Salaheddine Chadli.

D'un coût de 2 millions d'euros, essentiellement autofinancé par la Sarl Ametna, cette usine dont le bâti a été déjà réalisé sera en fait opérationnelle dès la mise en place des équipements et des technologies auprès du partenaire italien. A cette fin, un contrat de partena-

riat entre les deux sociétés, discuté depuis deux ans, a été conclu hier, au siège de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), en présence de représentants de la chambre de commerce et d'industrie des Zibans-Biskra, du consortium pour l'exportation et la valorisation de dattes, des ambassadeurs d'Italie et d'Iran et du ministre du Commerce, Amara Benyounès. Une production de dérivés qui pourra être exportée vers l'Italie, un contrat en ce sens a été également entériné hier, pour une durée de 5 ans.

L'Algérie pénètre le marché mondial de la transformation

Au-delà du transfert de savoir-faire italien, la société italienne Sovimp étant spécialisée dans la transformation de la datte et disposant d'une dizaine d'unités en Iran avec un chiffre d'affaires de 2 millions d'euros et une capacité de production de 1 000 kg/h selon son directeur des ventes, Michele Bergamasco, la conclusion de ce partenariat est bénéfique, génératrice de forte valeur ajoutée pour l'Algérie.

Ainsi, l'Algérie pourra booster le développement d'une niche d'activité assez peu valorisée, la transformation des dattes de second et troisième choix, des dattes non commercialisables et des déchets de dattes fortement bradées localement, à des fins industrielles, de consommation domestique et médicale. Soit, permettre à l'Algérie de pénétrer avec force un marché mondial de la transformation jusque-là dominé, voire monopolisé par l'Iran et la Chine, relèvera notamment le président de la CACI, Mohamed Laid Benamor, qui escompte la troisième position dans le monde et la première en Afrique. Mais aussi permettre à l'Algérie de mieux se positionner sur le marché mondial de la datte.

Producteur avéré mais exportateur moyen de dattes

Producteur avéré de dattes, avec plus de mille variétés dont seulement deux ou trois sont réputées ailleurs et le reste consommé localement, notre pays n'occupe pourtant que le sixième rang d'exportateur dans le monde.

En effet, l'Algérie est devancée par la France et même la Grande-Bretagne dans le domaine de l'exportation de dattes dont la Tunisie occupe le premier rang. A ce propos, Amara Benyounès considérera qu'«il n'est pas normal que la France exporte plus de dattes que l'Algérie. Il n'est pas normal que la Grande-Bretagne exporte davantage».

En effet, une production de l'ordre de 700 000 à 800 000 tonnes de dattes est réalisée annuellement en Algérie. Toutefois le volume d'exportation représente une moyenne annuelle de 50 000 tonnes et sa valeur n'a atteint que 40 millions de dollars en 2014, l'équivalent de la facture d'importation de la moutarde et de la mayonnaise comme le rappellera Amara Benyounès. Et cela même si la part de marché de l'Algérie n'est que de 4% dans le monde, le marché global valant 700 millions de dollars, le ministre du Commerce ambitionnera un positionnement meilleur et le développement de cette «filiale d'excellence».

L'Algérie doit «devenir le 1^{er} exportateur»

Arguant de la qualité, de l'importance de la datte sur le plan économique mais aussi culturel, un produit qui fait partie de l'identité nationale et qui doit «devenir un produit phare», Amara Benyounès estimera que l'Algérie «pourra et devra retrouver sa place sur le marché mondial».

Un objectif qu'il invitera le consortium pour l'exportation, lancé en mars dernier à Tamanrasset et regroupant les producteurs et exportateurs de dattes des 12 wilayas du sud, à concrétiser. «Nous ne pouvons pas et nous ne devons pas être le second ou troisième exportateur dans le monde. Nous devons être le premier exportateur mondial», assurera le ministre du Commerce. Tout en relevant l'existence de problèmes liés au calibrage et le packaging, Amara Benyounès considérera pourtant que l'Algérie dispose de moyens et que des efforts ont été déjà consentis et d'autres sont encore possibles.

Il faudra également que l'Algérie «se réapproprie» sa datte

Au-delà de la participation des opérateurs locaux aux salons et foires à l'étranger et de l'organisation récente du Salon international de

la datte, notons que 49 exportateurs algériens ont bénéficié d'une aide de l'ordre de 187 millions de dinars, dans le cadre du dispositif de soutien. Ce qui a permis à la datte algérienne de pénétrer plusieurs marchés d'Asie.

Pour autant, il faudra «se réapproprier» le marché de la datte algérienne, incitera le ministre du Commerce, évoquant tacitement des intérêts étrangers. Et cela dans la mesure où 120 000 tonnes de dattes sont troquées, indiquait par ailleurs le président du consortium pour l'exportation, Salah Zenekhri, outre l'intérêt de transformateurs européens notamment espagnols pour la transformation de la datte à des fins de fabrication cosmétique et d'ameublement.

C. B.

SANTÉ

Plus de 150 cadres pour une opération d'inspection d'envergure dans les établissements privés

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a mobilisé récemment plus de 150 cadres pour effectuer une opération d'inspection d'envergure au niveau des établissements privés, cliniques, centres d'hémodialyse, laboratoires d'analyses médicales et cabinets des médecins spécialistes, a indiqué hier un communiqué du ministère.

L'opération vise à «assurer davantage de fermeté dans le fonctionnement du secteur qui manque de ce genre de démarches», précise la même source.

Les inspecteurs du ministère devront s'enquérir «des dépassements signalés par les citoyens, les cas de remplacement sans autorisation ainsi que sur certains dépassements comme les travaux d'aménagement et d'extension sans autorisation», ajoute la même source.

Lors de cette opération «les cliniques privées seront dotées de textes juridiques et réglementaires régissant cette activité, selon la le communiqué.

EXAMEN DE FIN DE CYCLE PRIMAIRE

Un taux de réussite de 81,57%

Le taux de réussite à l'examen de fin de cycle primaire (cinquième) pour l'année 2014-2015 a atteint 81,57%, a appris mercredi l'APS auprès du ministère de l'Education nationale.

Le taux de réussite à cet examen est supérieur à celui de l'année dernière qui était de 80,38%, selon la même source.

Un total de 526.691 candidats ont réussi les épreuves (arabe, français et calcul) parmi les 645 660 élèves qui s'étaient présentés à l'examen.

Le nombre global des candidats inscrits à l'examen était de 648 632, selon les chiffres du ministère.

Les résultats des examens de cinquième sont affichés dans les écoles et sont disponibles sur internet, sur le lien (<http://cinq.onec.dz>).

APS